

Jugement du TGI de Paris du 1^{er} décembre 2000

M. Lang c/ Association Réseau Voltaire

[...]

Sur l'exception de prescription

Les prévenus excipent de la prescription de l'action publique, au motif que le texte comportant le passage incriminé, relatif à la biographie de M. Lang et à ses engagements politiques, a été publié dans une "note d'information du Réseau Voltaire", datée du 24 juin 1999, diffusée auprès des adhérents de l'association à cette date, et dont le plaignant a eu connaissance en temps utile. Il soutiennent qu'en application de l'article 65 de la loi de 1881, la prescription est donc acquise depuis le 25 septembre 1999, le site Internet du Réseau Voltaire ne procédant pas à une nouvelle publication de l'article litigieux mais se bornant à l'archiver, à l'identique, dans son service de "bibliothèque électronique", pour le mettre gracieusement à disposition du public, comme le font bon nombre de journaux de la presse nationale ou régionale.

En réponse, le conseil de la partie civile produit un procès-verbal de la SCP Cohen et Susini, huissiers de justice, constatant, à la date du 13 juin 2000, la présence sur le site Internet du Réseau Voltaire de la note biographique concernant M. Lang, comportant la phrase incriminée, et mentionnant, en marge, la date du 24 juin 1999 ;

il soutient :

- que la "Note d'information" écrite du 24 juin 1999 n'a été distribuée qu'aux adhérents de l'association, qu'elle n'a pas fait l'objet d'une diffusion publique à cette date, et que cette distribution confidentielle n'a pu faire courir le délai de prescription;

- que la mise à disposition du public du message litigieux sur le site Internet de l'association a constitué un acte autonome de publication, caractérisant à tout le moins une nouvelle édition de ce texte sur un nouveau support ;

- que l'acte de publication sur un site Internet est un acte continu, et que le délit qu'il est susceptible de constituer revêt donc lui-même le caractère d'une infraction continue ;

- que, dès lors, la citation du 3 juillet 2000 a été délivrée dans le délai de la prescription.

Sur ce

L'article 65 de la loi du 29 juillet 1881 dispose que l'action publique et l'action civile résultant des infractions prévues par cette loi se prescrivent après trois mois révolus à compter du jour où elles ont été commises, ou du jour du dernier acte d'instruction ou de poursuite, s'il en a été fait;

En matière de presse écrite, tout délit résultant d'une publication est réputé commis le jour où l'écrit est porté à la connaissance du public, et mis à sa disposition, car c'est par cette publication que se consomme l'infraction pouvant résulter d'un tel écrit et il importe peu que cette infraction, instantanée, produise des effets délictueux qui se prolongent dans le temps par la seule force des choses (l'offre d'un livre en librairie, le maintien d'un hebdomadaire ou d'un mensuel dans un kiosque), dès lors que cette situation ne résulte pas d'une manifestation renouvelée de la volonté de son auteur.

Au contraire, les caractéristiques techniques spécifiques du mode de communication par le réseau Internet transforment l'acte de publication en une action inscrite dans la durée, qui résulte alors de la volonté réitérée de l'émetteur de placer un message sur un site, de l'y maintenir, de le modifier ou de l'en retirer, quand bon lui semble, et sans contraintes particulières ;

Par voie de conséquence, le délit que cette publication ininterrompue est susceptible de constituer revêt le caractère d'une infraction successive, que la doctrine définit comme celle qui se perpétue par un renouvellement constant de la volonté pénale de son auteur, et qu'elle assimile, au point de vue de son régime juridique, à l'infraction continue, le point de départ de la prescription se situe au jour où l'activité délictueuse a cessé.

A cet égard, et contrairement à ce que soutient la défense dans le cas d'espèce, il n'existe aucun argument de droit pertinent permettant de réserver un sort particulier à la pratique de "l'archivage électronique" ou de la "bibliothèque électronique", consistant à placer sur un site Internet un document déjà publié antérieurement sur un autre support, et à en permettre l'accès au public le plus large, d'une manière simple et permanente;

Outre le fait que l'insertion, sur un site Internet, d'un message ayant déjà fait l'objet, sur un autre support, d'une mise à disposition du public constitue, selon une jurisprudence établie en matière de presse, une édition nouvelle, ou une réimpression, qui fait courir un nouveau délai de prescription, cette pratique a pour objet et pour résultat d'autoriser une accessibilité immédiate et constante à des documents qui auraient sombré graduellement dans l'oubli, mais que ce progrès technique pérennise dans la mémoire des hommes.

Cette vitalité moderne de l'archive sur Internet s'accompagne naturellement d'une permanence des infractions qu'elle est susceptible de comporter, et des dommages que celles-ci occasionnent aux victimes, et doit donc avoir pour corollaire la possibilité de la poursuivre à chaque instant de sa nouvelle existence.

Appliqués au cas d'espèce, ces principes conduisent à constater que le message incriminé était diffusé sur le site Internet de l'association "Réseau Voltaire" à la date du 13 juin 2000; qu'il importe peu, au point de vue de la prescription, qu'il ait fait l'objet d'une précédente publication sur un autre support ; que l'action engagée par citations des 3 et 20 juillet 2000 l'a été dans le délai de la prescription.

L'exception sera donc rejetée.

Au fond

M. Lang, partie civile, a fait constater, le 13 juin 2000, la présence sur le site Internet de l'association "Réseau Voltaire", dont le président est Thierry M., d'une note biographique le concernant, se terminant par la mention "le 9 décembre 1998, il est nommé par Jean-Marie Le Pen à la tête de la délégation générale en remplacement de Bruno Megret, dévoué fanatiquement à Jean-Marie Le Pen, il était partisan de la solution armée au problème Megret";

Il considère que cette dernière phrase est diffamatoire, en ce qu'elle lui impute d'être partisan des méthodes les plus violentes, puisqu'il lui est attribué de vouloir utiliser les armes contre M. Megret et ses amis, et donc de vouloir les blesser ou les tuer.

Sur quoi

La diffamation consiste en l'imputation à une personne d'un fait, précis et déterminé, qui porte atteinte à son honneur et à sa considération. La précision de ce fait doit être suffisante pour permettre un débat contradictoire et une preuve. A cet égard, ne constitue pas une diffamation la mise en cause d'une doctrine, considérée comme pouvant inspirer une action criminelle, ou l'attribution à une personne d'une opinion, en des termes généraux ne comportant aucune allégation d'une traduction de celle-ci en des actes déterminés.

En l'espèce, écrire que M. Lang était "partisan de la solution armée au problème Megret " revient à lui prêter une certaine prise de position dans le débat interne au FN, mais cette assertion ne comporte aucune imputation de faits précis, être partisan d'une solution quelconque, c'est prendre parti pour une doctrine, défendre une opinion, ce n'est pas nécessairement traduire celle-ci en actes;

Par suite, la diffamation ne saurait être constituée.

Par ces motifs

- rejette l'exception tirée de la prescription de l'action publique,

- relaxe les prévenus Thierry M. des fins de la poursuite,

- déboute la partie civile M. Lang de ses demandes,

- met hors de cause l'association Réseau Voltaire.

Le Tribunal.